

Le
SPECTACLE

en
languedoc-roussillon

étude sur l'emploi

panoramique

Préambule	p 01
Deux parties en présence employeurs salariés	p 02 p 03
Rétrospective 1996 - 2007	p 04
Départements Aude • Gard Hérault • Lozère Pyrénées-Orientales	p 06 p 07 p 08
Autres territoires	p 09
Conclusion	p 10
Annexe Licence d'entrepreneur de spectacles Estimation revenu annuel moyen Fonds spécifiques	p 11

Secteur étudié : Le spectacle.

Deux branches : La production audiovisuelle (cinéma, télévision, radio...) et le spectacle vivant (théâtre, musique, danse).

Thème : L'emploi en Languedoc-Roussillon

Publics concernés : Les employeurs et les salariés.

Les employeurs sont répartis, selon l'activité principale qu'ils exercent, en deux groupes : les "non-professionnels du spectacle" et les "professionnels du spectacle".

Les salariés sont identifiés selon le régime dont ils relèvent : "l'intermittence du spectacle" ou "le régime général" (hors agents de l'Etat ou territoriaux).

Méthode

La collecte des données a été faite auprès du Centre National Cinéma Spectacle, du Pôle emploi et d'Audiens. Ces trois sources ont été sélectionnées pour

leur spécificité, leur place dans le schéma déclaratif des salariés, leur prise en compte des employeurs relevant du Guso (non-professionnels) et la présence d'un service statistique interne.

Objectif

Les données régionales et départementales des deux dernières années exploitables à ce jour, 2006 et 2007, ont été mises en regard de statistiques antérieures (de 1996 à 2005), de résultats nationaux, d'autres régions et ce, afin de repérer les évolutions, les tendances, mais aussi, les implications des différentes réformes, des politiques territoriales et des pratiques.

Sont annexés des résultats concernant la licence d'entrepreneur de spectacles, le revenu moyen estimé d'un artiste ou technicien et les fonds spécifiques mis en place depuis 2004.

Ce dossier se veut panoramique dans le temps et dans l'espace, mais aussi synthétique pour pouvoir être utile à tous les acteurs, porteurs de projet, producteurs, diffuseurs, organisateurs occasionnels, artistes, élus et services des collectivités publiques.

Qui dit "emploi", dit "contrat de travail" et donc, deux parties en présence : l'employeur et le salarié.

Les employeurs du spectacle du Languedoc-Roussillon : deux groupes

Les "non-professionnels du spectacle", majoritaires à 88 % en 2007, soit 7 522 particuliers, associations récréatives, mairies, comités des fêtes, cafés... Leur forme juridique : 43% d'associations, 31% de particuliers, 12% de sociétés, 10% de structures de droit public et 4% d'artisans - commerçants.

La répartition au niveau national est sensiblement la même.

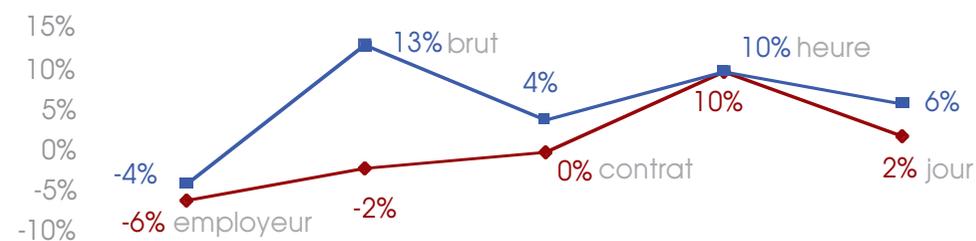
Les "professionnels du spectacle", 12 % soit 1 064 établissements dont 80 % sont sous forme associative, 18 % en société, 2,5 % artisans - commerçants et 0,5 % structures de droit public. Au niveau national, le secteur associatif est moins important, 59%, au profit de celui des sociétés, 39%.

année	nombre			brut déclaré en €		
	2006	2007		2006	2007	
hôtels, restaurants, cafés	907	880	-3%	2 213 647	2 168 179	-2%
administrations	572	533	-7%	3 441 316	3 070 634	-11%
éducation, santé	360	408	13%	439 622	528 140	20%
associations nca	1 625	2 087	28%	6 495 797	6 652 657	2%
act. loisirs et particuliers	2 655	2 533	-5%	2 086 659	1 906 911	-9%
autres	2 015	1 081	-46%	3 337 919	2 071 491	-38%
total "non-professionnel"	8 134	7 522	-8%	18 014 960	16 398 012	-9%
édition d'enregistrements	17	17	0%	103 877	105 346	1%
cinéma, radio, télévision	103	115	12%	1 946 387	2 156 270	11%
audiovisuel (av)	120	132	10%	2 050 264	2 261 616	10%
spectacle vivant (sv)	920	932	1%	23 634 452	24 356 247	3%
total "pro av et sv"	1 040	1 064	2%	25 684 716	26 617 863	4%
total "non-pro et pro"	9 174	8 586	-6%	43 699 676	43 015 875	-2%

Si les "non-professionnels du spectacle" accusent une baisse de 8%, les professionnels augmentent, eux, de 2%. Cette dynamique de croissance est confirmée par les montants bruts déclarés (+4%), le nombre de contrats de travail signés (+6%), le volume d'heures effectuées (+24%), le nombre de jours travaillés (+6%).

année	2006		2007			
	contrat de travail	heure effectuée	2006	2007		
total "non-professionnel"	69 782	64 319	-8%	1 121 297	1 041 433	-7%
total "professionnel"	91 175	96 492	6%	1 381 109	1 711 247	24%
total "non-pro et pro"	160 957	160 811	0%	2 502 406	2 752 680	10%
jour travaillé						
total "non-professionnel"	87 228	82 328	-6%			
total "professionnel"	182 350	192 984	6%			
total "non-pro et pro"	269 578	275 312	2%			

Graphique 1 : Comparaison évolution Languedoc-Roussillon - France



En Languedoc-Roussillon et au niveau national, le nombre d'employeurs du spectacle diminue. Les autres indicateurs évoluent différemment, sauf le nombre d'heures déclarées qui augmente à l'identique de 10%.

Les salariés : deux groupes représentatifs

Les techniciens et les artistes relevant du régime de "l'intermittence du spectacle" et indemnisés par les Assédics au titre des annexes 8 et 10.

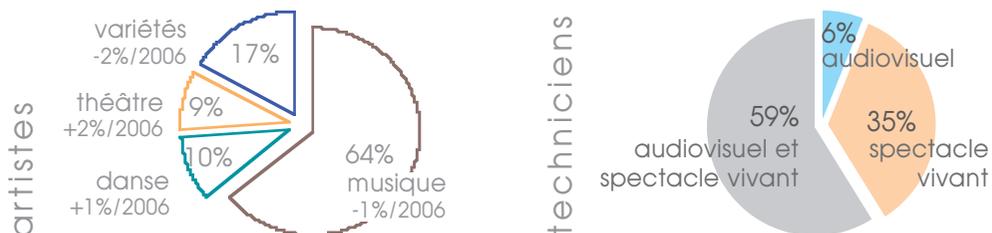
Au 31 décembre 2007, ce groupe représente 3 753 allocataires, contre 3 610 en 2006, soit une augmentation de 4% (Au niveau national, +6%).

Ce sont en majorité des artistes, 69%, le dernier tiers étant des techniciens avec une augmentation de 11% de 2006 à 2007, contre 1% pour les premiers.

année	annexe 8 : technicien			annexe 10 : artiste			ensemble		
	2006	2007		2006	2007		2006	2007	
effectif	1 043	1 161	11%	2 567	2 592	1%	3 610	3 753	4%
primo entrant	116	124	7%	211	177	-16%	327	301	-8%
âge moyen	40	39	-	41	41	-	40	41	-
allocation j. moy.	59 €	59 €	0%	51 €	52 €	2%	53 €	55 €	4%
salaires j. moyen	169 €	146 €	-14%	131 €	131 €	0%	141 €	135 €	-4%

Si les nouveaux entrants sont moins nombreux dans l'annexe 8, ils augmentent de 7% alors qu'à contrario ils sont en baisse de 16% dans l'annexe 10.

Graphique 2 : Région LR - Répartition par domaine et secteur - année 2007



Comparées aux pourcentages ci-dessus, la répartition et les augmentations au niveau national sont différentes : 52% de techniciens (+7%) et 48% d'artistes (+4%). L'allocation et le salaire, par jour et en moyenne, sont respectivement de 67 € et 182 € pour les techniciens contre 55 € et 158 € pour les artistes.

La musique reste prédominante, mais à moindre échelle avec 46%. Viennent ensuite le théâtre (24%), les variétés (21%) et la danse (9%). En ce qui concerne les techniciens, c'est le secteur de l'audiovisuel qui est logiquement en tête (29%) suivi par celui du spectacle vivant (11%).

Les professions administratives et techniques relevant du régime général.

En 2006, ce groupe est composé de 2 085 individus "permanents", dont 27% sont salariés par 97 établissements de l'audiovisuel et 73% par 302 entrepreneurs de spectacles vivants, soit un total de 399 entreprises. Ces données sont en augmentation par rapport à l'année précédente. L'effectif moyen par entreprise est de 5 salariés (TPE - très petite entreprise).

NB : les chiffres retenus concernent les salariés en CDI (contrat à durée indéterminée) ou en CDD (contrat à durée déterminée) longue durée (plus de 12 mois). Les deux années de référence sont 2005 et 2006.

année	2005		2006			2005		2006	
	permanent audiovisuel		permanent audiovisuel			permanent spectacle vivant		permanent spectacle vivant	
effectif	472		562	19%	1 463		1 523	4%	
brut déclaré en M€	5,27		6,76	28%	11,00		11,69	6%	
brut mensuel moyen	931 €		1 003 €	8%	627 €		639 €	2%	

	ensemble		
effectif	1 935	2 085	8%
brut déclaré en M€	16,27	18,45	13%
brut mensuel moyen	701 €	737 €	5%

L'augmentation globale de ces indicateurs témoigne d'une vitalité économique. Néanmoins, il faut noter que des deux secteurs, audiovisuel et spectacle vivant, c'est le premier qui bénéficie des pourcentages les plus importants. En ce qui concerne les montants bruts moyens des salaires mensuels, 701 € en 2006 et 737 € en 2007, comparés au SMIC à temps plein (151,67 heures) de 1 218 € puis 1 254 € pour les mêmes années, ils indiquent, clairement, le recours au travail à temps partiel avec respectivement 87 heures et 89 heures.

Pour mieux comprendre le présent, il est utile de se référer au passé.

□ Côté employeur de 1996 à 2007

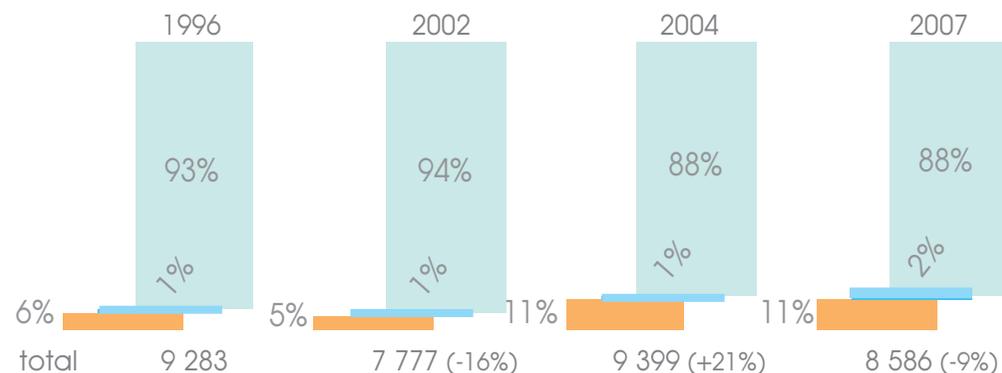
En 2007, ils sont 8 586, soit une baisse de 8% en 11 ans. Les deux groupes qu'ils composent, intitulés "non-professionnel du spectacle" ou "professionnel du spectacle", selon le type de l'activité principale exercée (APE), ont évolué différemment. Le premier a diminué lui-aussi de 13%, malgré la mise en place du Guichet unique du spectacle vivant occasionnel (Guso) qui a pourtant généré une augmentation de 14%, entre 2002 et 2004

Le deuxième est en augmentation de 70%, soit plus de 54 créations d'entreprises professionnelles de l'audiovisuel et 385 du spectacle vivant.

La vitalité des uns profite aux autres et concourt, certainement, à une professionnalisation du secteur, mais facilite, aussi, le recours à l'achat de spectacles au producteur ou au diffuseur plutôt qu'à l'embauche en direct des artistes et des techniciens.

année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007
hôtels, restaurants, cafés	1 244	646	747	848	817	907	880
administrations	461	507	486	492	527	572	533
éducation, santé	621	324	261	261	298	360	408
associations nca	2 719	1 077	1 568	1 485	1 524	1 625	2 087
activités loisirs	635	2 180	2 444	2 787	2 836	2 655	2 533
autres	2 978	2 548	2 462	2 399	2 080	2 015	1 081
total "non-professionnel"	8 658	7 282	7 968	8 272	8 082	8 134	7 522
édition d'enregistrements	11	8	10	13	11	17	17
cinéma, radio, télévision	67	86	95	117	98	103	115
audiovisuel (av)	78	94	105	130	109	120	132
spectacle vivant (sv)	547	401	791	997	958	920	932
total "pro av et sv"	625	495	896	1 127	1 067	1 040	1 064
total "non-pro et pro"	9 283	7 777	8 864	9 399	9 149	9 174	8 586

Graphique 3 : Proportion "non-pro", audiovisuel, spectacle vivant

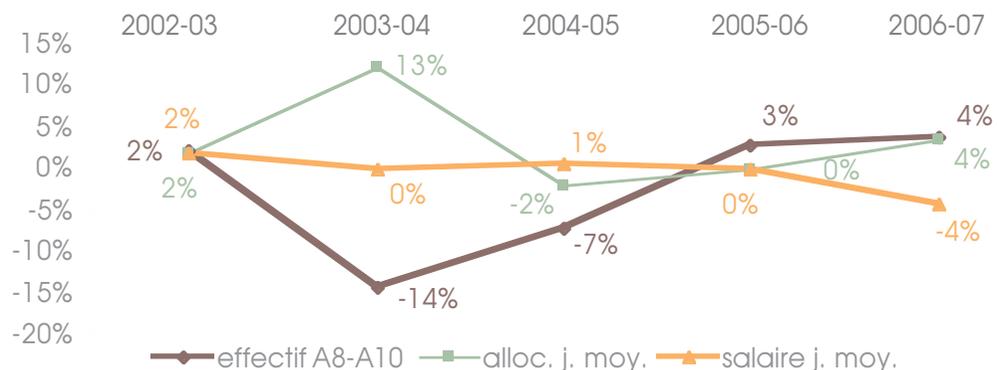


□ Côté salarié de 2002 à 2007

Au 31 décembre 2007, les techniciens et les artistes relevant du régime de "l'intermittence du spectacle" sont 3 753 indemnisés par les Assédics au titre des annexes 8 et 10, soit une baisse de 13% en 6 ans. Le salaire journalier moyen a diminué de 2 € et dans le même temps, l'allocation assédic moyenne par jour a augmenté de 8 €.

année	2002	2003	2004	2005	2006	2007
effectif	4 294	4 396	3 769	3 501	3 610	3 753
primo entrant	nc	nc	nc	nc	327	301
âge moyen	38	39	41	40	40	40
allocation jour moyenne	47 €	48 €	54 €	53 €	53 €	55 €
salaire jour moyen	137 €	140 €	140 €	141 €	141 €	135 €
demandeur d'emploi spect.	nc	7 422	7 189	7 036	6 689	6 362

Graphique 4 : Région LR - Evolution effectif, allocation jour assédic, salaire jour



Par contre, au niveau national, entre 2002 et 2007, le tableau ci-dessous indique 3% d'augmentation des allocataires, +28 € pour le salaire journalier moyen et +15 € pour l'allocation journalière assédic.

année	2002	2003	2004	2005	2006	2007
effectif indemnisé A8-A10	76 130	79 835	72 080	70 386	74 457	78 731
âge moyen	37	37	38	38	38	39
durée moy. d'affiliation (heures)	nc	723	704	663	685	682
alloc. jour moyen A8-A10	46 €	48 €	58 €	59 €	60 €	61 €
alloc. j. moy. ens. allocataires	nc	32 €	33 €	33 €	34 €	35 €
salaire jour moyen A8-A10	131 €	136 €	155 €	164 €	165 €	159 €
salaire j. moy. ens. allocataires	nc	54 €	56 €	57 €	60 €	57 €
prestations versées en M €	961	1 081	1 170	1 187	1 209	1 223
cotisations encaissées en M €	124	185	198	204	212	224
rapport prestations/cotisations	7,75	5,84	5,91	5,82	5,70	5,46
demandeur d'emploi spect.	137 000	138 000	139 822	139 263	136 297	135 397

NB : Les données nationales (non communiquées à ce jour au niveau régional) ont été conservées car utiles à une meilleure vision de ce régime spécifique.

En ce qui concerne le montant des cotisations encaissées, il faut savoir que le taux global des cotisations assédic est passé de 5,90% fin 2001 à 10,95% fin 2007.

Les salariés du régime général, permanents administratifs et techniques sont de plus en plus nombreux. Les deux secteurs, audiovisuel et spectacle vivant, connaissent globalement une croissance de 34% en cinq ans avec +47% pour le premier et +29% pour le second.

année	permanent audiovisuel région LR			permanent spectacle vivant région LR		
	effectif	brut en M€	brut mois	effectif	brut en M€	brut mois
2002	381	4,00	875 €	1 178	8,54	604 €
2003	395	4%	4,07	2%	858 €	-2%
2004	519	31%	5,73	41%	920 €	7%
2005	472	-9%	5,27	-8%	931 €	1%
2006	562	19%	6,76	28%	1 003 €	8%

année	ensemble région LR			ensemble France		
	effectif	brut en M€	brut mois	effectif	brut en M€	brut mois
2002	1 559	12,54	670 €	nd	nd	nd
2003	1 640	5%	13,10	4%	666 €	-1%
2004	1 697	3%	15,80	21%	776 €	17%
2005	1 935	14%	16,27	3%	701 €	-10%
2006	2 085	8%	18,45	13%	737 €	5%

Dans le même temps, le nombre d'établissements professionnels du spectacle qui ont embauché en CDI ou CDD de longue durée est passé de 280 à 399, soit 119 entreprises de plus, en capacité financière de créer des postes de permanents dont 8 dans l'audiovisuel et 111 dans le spectacle vivant.

année	2002	2003	2004	2005	2006
édition d'enregistrements	7	7	5	5	5
cinéma, radio, télévision	82	81	83	87	92
audiovisuel	89	88	88	92	97
spectacle vivant	191	195	206	247	302
total "professionnel"	280	283	294	339	399

Département de l'Aude - 2007

communes : 438
(Insee - estimation) population : 345 000
employeurs du spectacle : 1 381



côté employeur

	année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	07/06
effectif employeur		1 641	1 158	1 330	1 388	1 461	1 437	1 381	-4%
brut déclaré en millier d'€		nd	nd	nd	nd	nd	4 593	4 423	-4%
contrat de travail		nd	nd	nd	nd	nd	19 913	19 611	-2%
jour travaillé		nd	nd	nd	nd	nd	30 624	30 747	0%

	année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
type de licence									
• administration		1	0	4	4	1	5	7	3
• prof. du spectacle		2	3	1	18	16	23	24	40
• café, camping...		2	19	29	2	2	3	0	2
total de demandes		5	22	34	24	19	31	31	45
type d'établissement									
• catégorie 1 (lieux)		2	3	5	7	2	6	8	7
• catégorie 2 (producteur)		5	19	32	24	19	31	30	42
• catégorie 3 (diffuseur)		3	15	15	14	8	19	24	17

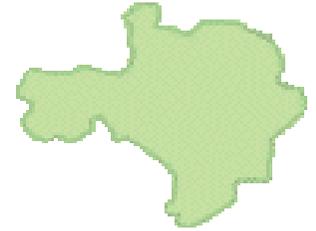
côté salarié

	année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	07/06
effectif ind. A8-A10		nd	424	414	377	360	390	408	5%
primo entrant		nd	nd	nd	nd	nd	33	31	-6%
âge moyen		nd	38	39	43	40	40	41	
allocation jour moyenne		nd	47 €	48 €	52 €	51 €	51 €	54 €	6%
salaires jour moyen		nd	139 €	142 €	135 €	133 €	134 €	131 €	-2%

	année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	06/05
effectif permanent		nd	55	48	63	97	121	nd	25%
établissement employeur		nd	20	21	18	19	22	nd	16%
brut déclaré en millier d'€		nd	509	411	446	492	613	nd	25%
brut mensuel moyen		nd	771 €	714 €	590 €	423 €	422 €	nd	0%

Département du Gard - 2007

communes : 353
(Insee - estimation) population : 691 000
employeurs du spectacle : 2 164



côté employeur

	année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	07/06
effectif employeur		2 489	1 969	2 317	2 419	2 265	2 247	2 164	-4%
brut déclaré en millier d'€		nd	nd	nd	nd	nd	11 058	10 431	-6%
contrat de travail		nd	nd	nd	nd	nd	41 927	39 851	-5%
jour travaillé		nd	nd	nd	nd	nd	71 291	68 508	-4%

	année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
type de licence									
• administration		4	3	11	1	7	8	1	6
• prof. du spectacle		0	10	7	30	78	81	65	94
• café, camping...		17	57	70	3	8	7	1	5
total de demandes		21	70	88	34	93	96	67	105
type d'établissement									
• catégorie 1 (lieux)		5	8	8	6	17	12	8	0
• catégorie 2 (producteur)		16	63	86	33	89	89	72	1
• catégorie 3 (diffuseur)		9	31	32	15	53	46	33	1

côté salarié

	année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	07/06
effectif ind. A8-A10		nd	1 047	1 108	946	903	933	975	5%
primo entrant		nd	nd	nd	nd	nd	78	75	-4%
âge moyen		nd	39	40	41	41	39	41	
allocation jour moyenne		nd	47 €	48 €	54 €	53 €	54 €	56 €	4%
salaires jour moyen		nd	137 €	140 €	143 €	143 €	145 €	141 €	-3%

	année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	06/05
effectif permanent		nd	325	354	401	419	479	nd	14%
établissement employeur		nd	71	76	77	86	90	nd	5%
brut déclaré en millier d'€		nd	2 735	3 180	3 952	4 160	4 088	nd	-2%
brut mensuel moyen		nd	701 €	749 €	821 €	827 €	711 €	nd	-14%

Département de l'Hérault - 2007

communes : 343
(Insee - estimation) population : 1 015 000
employeurs du spectacle : 3 316



côté employeur

année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	07/06
effectif employeur	3 272	2 947	3 488	3 671	3 644	3 634	3 316	-9%
brut en millier d'€	nd	nd	nd	nd	nd	22 125	22 434	1%
contrat de travail	nd	nd	nd	nd	nd	74 184	77 185	4%
jour travaillé	nd	nd	nd	nd	nd	129 328	138 143	7%

année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
type de licence								
• administration	2	12	25	2	10	8	6	11
• prof. du spectacle	2	13	6	87	157	162	137	244
• café, camping...	24	142	158	13	24	17	2	2
total de demandes	28	167	189	102	191	187	145	257
type d'établissement								
• catégorie 1 (lieux)	4	12	36	15	29	26	9	33
• catégorie 2 (prod.)	23	150	183	101	184	168	151	245
• catégorie 3 (diffuseur)	12	76	76	49	104	76	62	125

côté salarié

année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	07/06
effectif ind. A8-A10	nd	2 347	2 374	1 995	1 805	1 863	1 910	3%
primo entrant	nd	nd	nd	nd	nd	171	150	-12%
âge moyen	nd	37	38	39	39	40	40	
allocation jour moy.	nd	46 €	47 €	53 €	53 €	53 €	55 €	4%
salaire jour moyen	nd	133 €	136 €	139 €	143 €	142 €	136 €	-4%

année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	06/05
effectif permanent	nd	1001	1008	1047	1239	1308	nd	6%
établissement empl.	nd	159	159	171	205	252	nd	23%
brut en millier d'€	nd	7 691	7 639	9 197	10 038	12 006	nd	20%
brut mensuel moyen	nd	640 €	632 €	732 €	675 €	765 €	nd	13%

Département de la Lozère - 2007

communes : 185
(Insee - estimation) population : 77 000
employeurs du spectacle : 309



côté employeur

année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	07/06
effectif employeur	359	351	361	342	316	339	309	-9%
brut déclaré en millier d'€	nd	nd	nd	nd	nd	5 59	5 67	1%
contrat de travail	nd	nd	nd	nd	nd	2 260	2 229	-1%
jour travaillé	nd	nd	nd	nd	nd	3 442	3 565	4%

année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
type de licence								
• administration	0	0	0	0	0	1	0	1
• prof. du spectacle	1	1	0	0	4	6	6	6
• café, camping...	1	8	4	0	0	0	0	2
total de demandes	2	9	4	0	4	7	6	9
type d'établissement								
• catégorie 1 (lieux)	1	1	0	2	0	1	0	1
• catégorie 2 (producteur)	2	8	3	3	4	7	6	6
• catégorie 3 (diffuseur)	2	6	3	3	3	5	3	4

côté salarié

année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	07/06
effectif ind. A8-A10	nd	31	32	25	29	25	27	8%
primo entrant	nd	nd	nd	nd	nd	3	3	0%
âge moyen	nd	39	39	42	42	43	42	
allocation jour moyenne	nd	46 €	46 €	55 €	54 €	55 €	54 €	-2%
salaire jour moyen	nd	130 €	133 €	145 €	153 €	147 €	135 €	-8%

année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	06/05
effectif permanent	nd	24	25	29	33	35	nd	6%
établissement employeur	nd	4	4	4	4	7	nd	75%
brut déclaré en millier d'€	nd	204	214	307	474	513	nd	8%
brut mensuel moyen	nd	708 €	713 €	882 €	1 197 €	1 221 €	nd	2%

Département des Pyrénées-Orientales

2007

communes : 226
(Insee - estimation) population : 437 000
employeurs du spectacle : 1 416



côté employeur

	année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	07/06
effectif employeur		1 522	1 352	1 368	1 579	1 463	1 517	1 416	-7%
brut déclaré en millier d'€		nd	nd	nd	nd	nd	5 364	5 161	-4%
contrat de travail		nd	nd	nd	nd	nd	22 673	21 935	-3%
jour travaillé		nd	nd	nd	nd	nd	34 891	34 349	-2%

	année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
type de licence									
• administration		0	6	6	5	6	5	2	7
• prof. du spectacle		1	10	2	18	26	19	24	54
• café, camping...		6	21	26	2	5	4	0	4
total de demandes		7	37	34	25	37	28	26	65
type d'établissement									
• catégorie 1 (lieux)		1	7	8	5	13	8	2	17
• catégorie 2 (producteur)		5	35	30	26	35	25	28	60
• catégorie 3 (diffuseur)		5	28	17	15	30	15	13	35

côté salarié

	année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	07/06
effectif ind. A8-A10		nd	4 45	4 68	4 26	4 04	399	433	9%
primo entrant		nd	nd	nd	nd	nd	42	42	0%
âge moyen		nd	37	37	38	39	40	40	
allocation jour moyenne		nd	48 €	50 €	53 €	51 €	51 €	54 €	6%
salaire jour moyen		nd	146 €	150 €	139 €	137 €	135 €	133 €	-1%

	année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	06/05
effectif permanent		nd	144	205	157	147	142	nd	-3%
établissement employeur		nd	26	23	24	25	28	nd	12%
brut déclaré en millier d'€		nd	1 401	1 659	1 896	1 112	1 230	nd	11%
brut mensuel moyen		nd	811 €	674 €	1 006 €	630 €	722 €	nd	15%

Région Languedoc-Roussillon - 2007

communes : 1 545
(Insee - estimation) population : 2 565 000
employeurs du spectacle : 8 586



côté employeur

	année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	
effectif employeur		9 283	7 777	8 864	9 399	9 149	9 174	8 586	-6%
brut en millier d'€		nd	nd	nd	nd	nd	43 699	43 016	-2%
contrat de travail		nd	nd	nd	nd	nd	160 957	160 811	0%
jour travaillé		nd	nd	nd	nd	nd	269 576	275 312	2%

	année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
type de licence									
• administration		7	21	46	12	24	27	16	28
• prof. du spectacle		6	37	16	153	281	291	256	438
• café, camping...		50	247	287	20	39	31	3	15
total de demandes		63	305	349	185	344	349	275	481
type d'établissement									
• catégorie 1 (lieux)		13	31	57	35	61	53	27	58
• catégorie 2 (prod.)		51	275	334	187	331	320	287	354
• catégorie 3 (diffuseur)		31	156	143	96	198	161	135	182

côté salarié

	année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	07/06
effectif ind. A8-A10		nd	4 294	4 396	3 769	3 501	3 610	3 753	4%
primo entrant		nd	nd	nd	nd	nd	327	301	-8%
âge moyen		nd	38	39	41	40	40	41	
allocation jour moy.		nd	47	48	54	52 €	53 €	55 €	4%
salaire jour moyen		nd	137 €	140 €	140 €	142 €	141 €	135 €	-4%

	année	1996	2002	2003	2004	2005	2006	2007	06/05
effectif permanent		nd	1 549	1 640	1 697	1 935	2 085	nd	8%
établissement empl.		nd	280	283	294	339	399	nd	18%
brut en millier d'€		nd	12 540	13 103	15 798	16 276	18 450	nd	13%
brut mensuel moyen		nd	675 €	666 €	776 €	701 €	737 €	nd	5%

A titre comparatif, autres principales régions

	année	employeur ¹		salarié ²		brut déclaré		contrat de travail ³	
		nombre		effectif		en M€		quantité	
Ile-de-France	2006	20 317		179 846		1 239,54		1 814 509	
	2007	19 263	-5%	136 247	-24%	1 291,05	4%	1 952 964	8%
Rhône-Alpes	2006	12 037		31 965		88,84		269 099	
	2007	11 975	-1%	29 992	-6%	95,63	8%	283 055	5%
Pays de la Loire	2006	10 145		18 449		44,41		155 818	
	2007	10 001	-1%	16 999	-8%	45,37	2%	158 954	2%
Midi-Pyrénées	2006	9 770		19 228		45,48		160 957	
	2007	9 214	-6%	18 397	-4%	45,26	0%	160 811	0%
PACA	2006	9 856		33 228		89,51		243 089	
	2007	9 090	-8%	27 831	-16%	86,60	-3%	243 643	0%
LR	2006	9 174		18 956		43,67		162 808	
	2007	8 586	-6%	17 912	-6%	43,02	-2%	160 465	-1%
Bretagne	2006	7 476		14 823		32,03		107 759	
	2007	7 126	-5%	13 908	-6%	32,89	3%	107 851	0%
Aquitaine	2006	6 286		16 042		32,80		113 382	
	2007	6 046	-4%	14 247	-11%	31,35	-4%	116 276	3%
Centre	2006	5 513		13 341		25,62		77 230	
	2007	5 127	-7%	13 807	3%	24,73	-3%	78 729	2%
Poitou-Ch.	2006	4 407		10 742		22,58		62 608	
	2007	4 207	-5%	10 752	0%	24,02	6%	66 913	7%
<i>France entière</i>	<i>2006</i>	<i>123 119</i>		<i>443 316</i>		<i>1 689,16</i>		<i>3 730 471</i>	
	<i>2007</i>	<i>117 666</i>	<i>-4%</i>	<i>380 261</i>	<i>-14%</i>	<i>1 908,09</i>	<i>13%</i>	<i>3 895 205</i>	<i>4%</i>

¹ non-professionnels et professionnels employeurs d'artistes ou de techniciens en CDD

² résidant en France ou à l'étranger, ayant été déclaré au moins un jour durant la période (CDD d'usage) par un ou des employeurs de la région concernée

³ attestation assédic : AEM et formulaire GUSO

Ces indicateurs révèlent des dynamiques différentes, à rapprocher des pratiques et des politiques culturelles et économiques de chaque territoire.

	année	sal. résidant ⁴		ind. A8-A10		permanent ⁵		ind. + perm.	
		effectif		effectif		effectif		effectif	
Ile-de-France	2005	-		33 895		46 707		80 602	
	2006	147 419		35 858	6%	49 319	6%	85 177	6%
	2007	124 673	-15%	38 012	6%	nd			
PACA	2005	-		5 437		6 396		11 833	
	2006	28 536		5 701	5%	6 742	5%	12 443	5%
	2007	24 156	-15%	6 022	6%	nd			
Rhône-Alpes	2005	nd		5 376		5 211		10 587	
	2006	24 246		5 696	6%	5 530	6%	11 226	6%
	2007	22 532	-7%	5 963	5%	nd			
LR	2005	-		3 501		1 935		5 436	
	2006	13 487		3 610	3%	2 085	8%	5 695	5%
	2007	12 181	-10%	3 753	4%	nd			
Midi-Pyrénées	2005	nd		3 260		1 752		5 012	
	2006	13 709		3 416	5%	1 791	2%	5 207	4%
	2007	11 924	-13%	3 663	7%	nd			
Aquitaine	2005	-		2 370		1 870		4 240	
	2006	11 368		2 442	3%	2 191	17%	4 633	9%
	2007	10 952	-4%	2 603	7%	nd			
Pays de la Loire	2005	-		2 619		2 339		4 958	
	2006	11 495		2 850	9%	2 618	12%	5 468	10%
	2007	10 332	-10%	2 986	5%	nd			
Bretagne	2005	-		2 005		2 495		4 500	
	2006	9 998		2 159	8%	2 448	-2%	4 607	2%
	2007	8 728	-13%	2 249	4%	nd			
Centre	2005	-		1 540		1 625		3 165	
	2006	7 899		1 656	8%	1 903	17%	3 559	12%
	2007	7 298	-8%	1 779	7%	nd			
Poitou-Charentes	2005	-		1 249		1 615		2 864	
	2006	6 917		1 417	13%	1 761	9%	3 178	11%
	2007	6 482	-6%	1 503	6%	nd			
<i>France entière</i>	<i>2005</i>	<i>-</i>		<i>70 386</i>		<i>83 145</i>		<i>153 531</i>	
	<i>2006</i>	<i>340 539</i>		<i>74 457</i>	<i>6%</i>	<i>88 172</i>	<i>6%</i>	<i>162 629</i>	<i>6%</i>
	<i>2007</i>	<i>297 621</i>	<i>-13%</i>	<i>78 731</i>	<i>6%</i>	<i>nd</i>			

⁴ salarié résidant en région, ayant été déclaré au moins 1 j. durant la période (CDD d'usage)

⁵ salarié en CDI ou CDD longue durée (supérieur à 12 mois)

La lecture de cette étude panoramique, nous permet de constater que le Languedoc-Roussillon est la cinquième région en terme d'employeurs du spectacle et la troisième en terme de salariés du spectacle (sans compter l'Île-de-France pour ses spécificités).

Depuis 2005, elle s'inscrit dans l'évolution générale selon les tendances suivantes, qu'il s'agit de nuancer.

- La baisse globale du nombre d'employeurs :
quand les "non-professionnels du spectacle" diminuent en nombre et en déclaration, les "professionnels du spectacle" augmentent, sur les mêmes critères.
Les premiers sont-ils victimes d'une baisse d'activité, de travail non déclaré, de pratiques différentes ?
Les seconds profitent-ils d'une meilleure application des normes, d'une professionnalisation, de déclarations en adéquation avec la réalité du temps de travail (notamment pour les heures de répétition) ?
C'est un peu tout cela à la fois.
- La diminution globale des effectifs salariés :
 - Depuis 2002, le nombre d'artistes et de techniciens indemnisés par les Assédics accuse une baisse de 13%.

Quid des 541 exclus ?

De même, l'actuel déséquilibre entre la diminution des salaires et l'augmentation des allocations assédic pose le problème de la fragilisation et de la dépendance des "intermittents du spectacle".

- Du côté des salariés "permanents", leur augmentation conséquente (34%) se traduit par la création de postes à mi-temps qui cachent souvent des contrats aidés. Là aussi, nous sommes en présence de précarité et de dépendance vis à vis de systèmes d'aides mis en place.

L'étude de l'emploi dans le secteur du spectacle et l'évolution des statistiques démontrent que les deux principaux protagonistes, employeurs et salariés, s'adaptent aux réformes, aux politiques sociales, économiques et culturelles. *Atout ou handicap ?*

Dans ces conditions, la majorité d'entre eux ne peut évoluer qu'à court terme, ce qui freine la professionnalisation nécessaire à une construction de bases pérennes.

Informier, former, accompagner, diagnostiquer et proposer seront des actions indispensables à l'ébauche d'une structuration qui semble se dessiner. Certaines d'entre elles ont été amorcées, mais doivent désormais s'inscrire dans le temps et se mesurer au travers de résultats concrets.

Annexe 1 - La licence d'entrepreneur de spectacles

Rappel : "Est entrepreneur de spectacles vivants, toute personne qui exerce une activité d'**exploitation de lieux de spectacles**, de **production** ou de **diffusion de spectacles**, quel que soit le mode de gestion, public ou privé, à but lucratif ou non, de ces activités". Leur exercice est soumis à la délivrance par la Direction Régionale des Affaires Culturelles, d'une licence d'entrepreneur de spectacles, de catégorie 1, 2 ou 3, délivrée pour une durée de 3 ans, renouvelable.

- **Cat. 1** Les exploitants de lieux de spectacles aménagés pour les représentations publiques.
- **Cat. 2** Les producteurs de spectacles ou entrepreneurs de tournées, qui ont la responsabilité d'un spectacle et, notamment, celle d'employeur à l'égard du plateau artistique.
- **Cat. 3** Les diffuseurs qui ont la charge, dans le cadre d'un contrat, de l'accueil du public, de la billetterie et de la sécurité et les entrepreneurs de tournées qui n'ont pas la responsabilité d'employeur à l'égard du plateau artistique.

■ En sont dispensés, ceux qui n'ont pas pour activité principale le spectacle ainsi que les groupements d'artistes amateurs faisant appel à un ou plusieurs artistes percevant une rémunération, et ce, dans la limite de 6 représentations par an.

	année	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006	2007	total
type d'établissement										
• administration		7	21	46	12	24	27	16	28	181
• professionnel du spectacle		6	37	16	153	281	291	256	438	1 478
• commerce		50	247	287	20	29	31	3	15	682
total de demandes¹		63	305	349	185	334	349	275	481	2 341
type de licence										
• catégorie 1 (lieux)		13	31	57	35	61	53	27	58	335
• catégorie 2 (producteur)		51	275	334	187	331	320	287	354	2 139
• catégorie 3 (diffuseur)		31	156	143	96	198	161	135	182	1 102
total licences attribuées		95	462	534	318	590	534	449	594	3 576
dont demande initiale		95	462	534	283	394	353	334	288	2 743
dont renouvellement licence					35	196	181	115	306	833

¹ demande initiale et demande de renouvellement

Depuis 2005, les demandes initiales sont en baisse de 27%. Fin 2007, le nombre de titulaires de licences d'entrepreneurs de spectacles est d'environ 1 530.

Annexe 2 - Estimation revenu annuel moyen

Les calculs ci-dessous sont une estimation du revenu global annuel moyen d'un artiste (hors droits d'auteur) ou d'un technicien indemnisé au titre des annexes 8 et 10, en ajoutant salaire brut déclaré et allocation assédic.

		2003	2004	2005	2006	2007
1•minimum nb d'h. pour affiliation		507	507	507	507	507
salaire jour moyen	LR	140 €	140 €	141 €	141 €	135 €
	France	136 €	155 €	164 €	165 €	159 €
2•salaire horaire moyen	LR	14,00 €	14,00 €	14,10 €	14,10 €	13,50 €
	France	13,60 €	15,50 €	16,40 €	16,50 €	15,90 €
3•salaire annuel moy. (1x2)	LR	7 098 €	7 098 €	7 149 €	7 149 €	6 845 €
	France	6 895 €	7 859 €	8 315 €	8 366 €	8 061 €
4•durée d'indemnisation		243	243	243	243	243
5•alloc. jour moy. A8-A10	LR	48 €	54 €	53 €	53 €	55 €
	France	48 €	58 €	59 €	60 €	61 €
6•alloc. moy. annuelle (4x5)	LR	13 122 €	12 879 €	12 879 €	13 365 €	13 365 €
	France	14 094 €	14 337 €	14 580 €	14 823 €	14 823 €
7•revenu annuel moy. (3+6)	LR	20 220 €	19 977 €	20 028 €	20 514 €	20 210 €
	France	20 989 €	22 196 €	22 895 €	23 189 €	22 884 €

Annexe 3 - Fonds spécifiques (provisoire, transitoire, professionnalisation)

Au niveau national, on dénombre 7 329 allocataires des fonds spécifiques au 31 décembre 2007, puis 6 507 fin 2006 (455 en Languedoc-Roussillon) dont 63% d'artistes et 17% de techniciens. Ils sont deux fois moins nombreux au 31 décembre 2007.

Les métiers les plus présents sont les comédiens, les musiciens et les réalisateurs. Les allocataires sont majoritairement âgés de 30 à 39 ans (37,6%) et de 40 à 49 ans (28,5%).

Depuis 2004, 95% des sortants des fonds étaient indemnisés au titre de l'assurance chômage, contre environ 81% en 2006 et 2007. La durée moyenne nécessaire à l'ouverture d'un nouveau droit est d'environ 6 mois. Parallèlement, les "perdus de vue" augmentent, passant entre 2004 et 2007 de 5% à 19%.

(Unédic - Dpt Etudes et Statistiques : Bilan du fonds de professionnalisation - 16/05/08)

- ❑ 1993
Création du Conseil national des professions du spectacle (CNPS) et de la Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation dans le spectacle vivant (CPNEF-SV). En 2004, mise en place de la CPNEF-AV (audiovisuel)
- ❑ 1999
Modification de l'Ordonnance du 13 octobre 1945 relative à la licence d'entrepreneur de spectacles.
- ❑ 2002
Mise en place du Guichet unique du spectacle occasionnel (Guso).
- ❑ 2003
Réforme des annexes 8 et 10 du régime de l'intermittence du spectacle. Nouvelles négociations en 2006 et 2007.
- ❑ 2004
Mise en place du fonds spécifique provisoire (AFSP), consolidé en 2005 par le fonds transitoire (calcul identique anciennes annexes), remplacé en 2007 par l'allocation de professionnalisation et de solidarité (APS) et l'allocation transitoire (attribué une seule fois, plafonnée à 45 euros par jour durant trois mois maximum). A cette dernière devrait succéder la nouvelle allocation de fin de droit (AFD).
- ❑ 2004
Organisation des Commissions régionales des professions du spectacle (COREPS).

Abréviations : nd (non disponible)
nc (non communiqué)
M€ (million d'euros)

Afdas _____
Fonds d'assurance formation qui gère et finance la formation professionnelle continue dans les secteurs du spectacle vivant, du cinéma, de l'audiovisuel, de la publicité et des loisirs,

Audiens _____
Assure la gestion administrative et comptable des caisses de retraite du spectacle et des institutions sociales qui l'ont mandaté.

CNCS _____
Centre National Cinéma Spectacle : regroupe le Centre de Recouvrement qui collecte les cotisations assédic des entreprises du spectacle, et le Guso.

Guso _____
Guichet unique du spectacle occasionnel, obligatoire pour tous les particuliers et établissements qui n'ont pas pour activité principale l'audiovisuel ou le spectacle vivant et qui embauchent des artistes ou des techniciens, sous contrat à durée déterminée, dans le cadre de l'organisation d'un spectacle vivant.

Intermittent du spectacle _____
Artiste, ouvrier et technicien du spectacle, demandeur d'emploi, indemnisé par les Assédics au titre des annexes 8 et 10 du spectacle.

Entrepreneur de spectacles _____
Toute structure, publique ou privée, à but lucratif ou non, exerçant une activité d'exploitation de lieux de spectacles, de production ou de diffusion de spectacles.

Pôle emploi _____
Regroupement ANPE - ASSEDIC.



Nous remercions particulièrement toutes les personnes qui, au sein des services de ces différentes structures ont oeuvré à la conception de ce document ainsi que toutes celles qui nous ont aidées dans sa finalisation :

- Audiens,
- Centre National Cinéma Spectacle,
- Pôle emploi,
- Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Rose Giorgio

